

Euro-accompagnement de la casse ou syndicalisme de résistance ?

Après 35 ans de militantisme SNES, me voici à la retraite avec un sentiment d'angoisse : tous les acquis sociaux issus de 68, du CNR et de 36, toutes les avancées démocratiques issues de 89 et des Lumières sont détruits ou dévoyés. Or, non seulement notre syndicat assiste, impuissant, à cette offensive mortelle, mais il est désorienté. Alors que la majorité des ouvriers a compris que Hollande est dans le camp d'en face et que l'« Europe sociale » n'est que mensonge, la direction du SNES guette encore le « changement » promis par Hollande ! A ce compte, notre statut, l'Éducation *nationale*, notre République une et indivise seront rapidement broyés par la tenaille que les forces anti-républicaines referment sur le peuple : celles du *Parti Maastrichtien Unique* (vraie droite et fausse gauche rampent devant Bruxelles et le MEDEF !), celles de l'UM' Pen en gestation, et celles des régionalistes qui veulent reconstituer les provinces d'Ancien Régime coiffées par un monstrueux Empire euro-atlantique !

Si nous en sommes là, c'est parce que, depuis trente ans, la fausse gauche a fardé aux couleurs de la « modernité » la casse euro-libérale du pays. C'est aussi parce que les états-majors syndicaux, y compris ceux, hélas, de la CGT et de la FSU, ont abandonné ce qui fit notre force au siècle précédent : ce *mixte de syndicalisme anticapitaliste et de défense des principes républicains* qui permettait aux enseignants de (se) défendre (en défendant) la République et la Nation, qu'il est criminel d'abandonner au FN. Fascinées par une « modernité » de pacotille, nos directions s'accrochent suicidairement à l'euro et à la « construction » européenne, cette machinerie impérialiste qui écrase les peuples en usurpant l'internationalisme progressiste.

Le résultat, c'est que nous ne savons plus dire NON et que nous acceptons de négocier les régressions, que ce soit sur la précarité, sur la « charte de la laïcité » (cette épée de Damoclès sur la tête des collègues) ou sur les statuts. Le résultat c'est qu'au lieu d'imposer notre agenda revendicatif, nous amendons des contre-réformes qui sapent l'Éducation *nationale* et le statut national ; sans parler de la langue française – premier service public de France ! – que nos syndicats laissent marginaliser au profit du *tout-anglais* impérial qui s'impose peu à peu, sous le couvert d'un plurilinguisme à sens unique, de la Maternelle à l'Université.

Il est temps de réagir. Pour cela il faut REFUSER les contre-réformes Chatel-Peillon, la casse « hollandaise » de la Sécu et des retraites, la « mobilité des fonctionnaires » et aussi la casse des contenus scolaires. Avançons nos revendications en cherchant le « tous ensemble » des services publics et des ouvriers industriels ; car l'unité doit servir l'action et non l'affadir ou la désarmer.

Georges Gastaud, retraité S.3 de Lille